

Trame d'intervention

Séminaire international « Normalisation et responsabilité sociétale pour le développement durable » Organisation internationale de la Francophonie Marrakech, 13 au 15 décembre

Les processus liés aux modes de consommation et de production durables (Marrakech, Costa Rica)

Introduction

Les conclusions du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg en 2002 ont appelé simultanément, d'une part à une action, dans le monde des entreprises, en faveur de la responsabilité sociale et environnementale, aussi appelée RSE et, d'autre part, à un élan international pour modifier nos modes de consommation et de production fondamentalement non durables à l'heure actuelle.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement est au cœur de ces deux axes de travail majeur dont l'objectif commun est de contribuer à assurer un développement durable de notre planète et qui sont tous les deux des initiatives volontaires. Le PNUE est d'une part, l'une des deux organisations des Nations Unies qui animent le processus dit de Marrakech qui est un cadre d'action décennal de programmes pour la consommation et la production durables. Aujourd'hui présente parmi vous à Marrakech précisément, je suis particulièrement heureuse de pouvoir, dans le cadre de ce séminaire animé par la Francophonie, vous présenter les avancées de ce processus.

Le PNUE est également au cœur des réflexions consacrées à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, à la normalisation, il joue un rôle actif au sein du Global Compact et il a également des liens étroits avec la Global Reporting Initiative.

Je souhaite préciser que je parlerai tout au long de mon intervention de « responsabilité sociale et environnementale », car si le terme « responsabilité sociétale » choisi comme intitulé de ce séminaire est certes plus acceptable que celui de « social » tout court, je préfère que l'aspect environnemental soit explicitement mentionné, car l'expérience montre que lorsque l'on ne mentionne pas l'environnement de manière claire, on a souvent tendance à le laisser sur le côté du chemin.

Liens entre le processus de Marrakech et les questions de responsabilité sociale et environnementale

Modes de consommation et de production durables et responsabilité sociale et environnementale sont étroitement imbriquées et visent à transformer en profondeur les fondamentaux de nos sociétés.

L'on peut dire que la RSE fait partie du processus de Marrakech dans la mesure où elle vise à contribuer à transformer nos modes de consommation et de production.

Il y a plusieurs « points d'entrée » pour agir sur la structure de nos développements et les engager dans une voie durable. On peut dire que le processus de Marrakech sur les modes de

consommation et de production durable est essentiellement un point d'entrée orienté vers les gouvernements, tandis que celui sur la responsabilité sociale et environnementale est un point d'entrée « entreprises », « secteur privé ».

Dans le cadre d'action préparé pour cette réunion, il me semble important d'ajouter le secteur financier (banques et assurances) dans la liste des acteurs du développement durable (cf. action du PNUE dans le cadre de Unep-Fi).

Le processus de Marrakech, bien entendu, en impliquant les gouvernements, vise à toucher et impliquer l'ensemble des autres acteurs du développement durable : l'ensemble des acteurs du secteur privé : industrie, entreprises, banques et assureurs, mais aussi, autorités locales, associations, consommateurs, universitaires, chercheurs. Il s'agit de définir comment les gouvernements peuvent, d'une part, agir eux-mêmes à travers leurs projets, leurs politiques, leurs achats, et d'autre part, comment ils peuvent soutenir et dynamiser les initiatives des autres acteurs de la société.

De même, on le voit aujourd'hui, le concept de responsabilité sociale et environnementale, au départ destiné aux entreprises, associe également les gouvernements et les organismes publics nationaux, notamment à travers les questions de normalisation qui nous rassemble aujourd'hui.

Bien que les efforts dans le domaine de la consommation et de la production durable et de la RSE aient été engagés en parallèle, les liens entre ces deux axes de travail sont nombreux et participent d'une même démarche.

Si l'on considère une entité entrepreneuriale, la responsabilité sociale et environnementale participe d'une réflexion de management, de définition de stratégie, de vision de l'entreprise et de ses missions. La réunion et la consultation des différentes parties prenantes de l'entreprise, l'intégration des syndicats visent à contribuer à aider l'entreprise à être un acteur de la société. Les conséquences sur la gestion des ressources humaines au sein de l'entreprise, sur la qualité de la vie des travailleurs et la réflexion sur l'impact des activités de l'entreprise, et non pas seulement de ses produits, sont tout à fait décisives pour le développement durable et constituent le cœur de la RSE.

A l'autre extrémité de la chaîne, le reporting environnemental et social, avec le suivi d'indicateurs permet un suivi de l'évolution de la stratégie et des impacts de l'entreprise.

La consommation et la production durable s'inscrivent dans un processus et une réflexion qui s'imbriquent étroitement avec cette démarche. Les processus et innovations qui sont mis en œuvre dans les pratiques de production de l'entreprise, l'approche de la production que sont l'écoconception, l'approche du cycle de vie, la formation des salariés grâce au kits de formation sur le management environnemental, sur les petites et moyennes entreprises, ainsi que le travail sur les ressources qui sont à la disposition des entreprises, tant du point de vue des ressources naturelles que technologiques ou financières, sont autant d'aspect qui sont des préoccupations directes des travaux relatifs à la consommation et à la production durable.

Les entreprises ne sont plus aujourd'hui simplement des producteurs de valeur ajoutée économique. Elles ont acquis une responsabilité étendue et sont devenues elles-mêmes « productrices de société ». Les problématiques des entreprises et la manière dont elles se perçoivent et s'évaluent se rapprochent de celles des autres acteurs de la société, facilitant par la même la création de partenariats.

Consommation et production durable et RSE ont un commun cette approche globale de l'entreprise à des niveaux différents, la prise en compte de l'impact de cette entité sur les chaînes de valeurs et sur la société.

Il s'agit donc, en travaillant sur ces deux axes de susciter et de bien mettre en évidence les synergies. La Francophonie a engagé, il y a près d'un an, un travail sur la consommation et la production durable, et dans le cadre d'action proposé aujourd'hui sur la responsabilité sociale et environnementale, on voit bien les passerelles et les liens avec ce travail. Je pense à l'importance du travail sur les analyses du cycle de vie, l'ecoconception, la réflexion sur les achats ecoresponsables : on voit bien qu'il ne suffit pas d'inciter les pouvoirs publics à adopter de telles mesures, mais qu'il faut également accompagner les entreprises pour leur permettre de répondre à ces cahiers des charges, le travail sur la RSE a toute sa place dans ce cadre.

Avancées du processus de Marrakech

Comme je le disais tout à l'heure, le processus de définition d'un cadre décennal de programmes visant à assurer un transfert des modes de consommation et de production durables a été surnommé « processus de Marrakech » car c'est ici, en juin 2003, que la première réunion internationale d'experts s'est tenue.

Depuis cette réunion, des conférences régionales ont été organisées, dont l'objectif était de dresser un état des lieux des besoins et des priorités. Ce cycle de consultations régionales s'est achevé par la réunion « Marrakech + 2 » qui s'est tenue au Costa-Rica en octobre de cette année.

Parmi les différentes conclusions qui se sont dégagées des consultations, a émergé une perception commune de la consommation et de la production durables comme moyen d'aboutir à une utilisation durable des ressources, et d'atteindre ainsi de nouveaux modèles de développement, durables, cette fois.

L'Asie est très active par rapport à cette approche : je citerai, la Chine et son approche de l'économie circulaire, ainsi que le Japon et l'initiative des « 3R » (réduire, réutiliser et recycler). En Afrique, l'axe majeur est celui de l'exploration du potentiel et de la possibilité de se dispenser de certaines étapes de développement industriel et technologique déjà obsolètes dans d'autres pays pour accéder directement à des modes de consommation et de production durable « *leapfrog* ».

La RSE joue à cet égard un rôle considérable :

- d'une part, il s'agit de rendre les technologies accessibles localement d'un point de vue technologique et financier, ce qui implique un gros travail de mobilisation des établissements bancaires, parfois frileux à l'égard de ces technologies et d'investissements dont les modes de calcul de rentabilité diffère parfois par rapport aux technologies traditionnelles
- d'autre part, il s'agit que les entreprises étrangères et les multinationales qui s'implantent et investissent dans les pays en développement mettent en œuvre concrètement la RSE et utilisent ces technologies performantes.

En plus de faciliter le processus de consultation régional que je viens d'évoquer, nous avons été actifs dans de nombreux secteurs, afin d'aider les gouvernements à faire des avancées concrètes. Je vais vous en donner quelques exemples.

Au niveau national, nous développons des projets de démonstration. En Afrique, à l'heure actuelle, plusieurs projets sont engagés. Je citerai, notamment celui sur

- la production et l'utilisation durables des plastiques en Afrique. Il s'agit d'une démonstration intégrée de la gestion de déchets solides. Il s'agit à la fois de promouvoir l'innovation industrielle – des plastiques écologiquement dégradables – et de développer des stratégies de communication efficaces.
- Nous avons également engagé une action qui vise à renforcer au niveau régional les capacités dans le domaine de l'analyse du Cycle de vie. L'objectif est d'aider les pays à identifier des catégories de produit dont l'impact est déterminant afin de constituer leurs inventaires de cycles de vie.

Dans le domaine de l'intégration de la consommation et de la production durable au niveau national, nous travaillons également avec le Ghana et le Sénégal sur des projets pilotes dont le but est d'intégrer les concepts de consommation et de production durables dans les stratégies de réduction de pauvreté, en mettant en relief la manière dont la production et la consommation durables peuvent offrir des possibilités de marchés nouveaux, de meilleure qualité de vie et de réduction de la pauvreté.

Je souhaite, à cet égard, insister sur l'accent que nous avons délibérément placé sur les liens entre l'éradication de la pauvreté et la consommation et la production durables au cœur de notre action. Nous pensons, en effet, que la priorité numéro 1 d'un programme de consommation et de production doit tout simplement être que les besoins vitaux des populations pauvres soient assouvis.

Quand nous parlons de consommation et de production durables au niveau mondial, nous devons toujours être conscients que la majorité des populations ne peut être qualifiée de « consommateurs ». Nous avons mis en place une approche qui vise à :

- créer des partenariats publics/privés facilitant l'accès des pauvres aux services environnementaux durables ;
- de faciliter les transferts de technologies dont je parlais précédemment et de
- récolter les bénéfices économiques et sociaux de la durabilité. Production durable, conception durable du produit, achat public durable, RSE... ces programmes sont en effet tous bénéfiques pour l'environnement mais ils le sont aussi pour l'économie (moindre coût, meilleurs débouchés à l'import/export) ; ainsi que pour le progrès social (aide à de meilleures conditions de travail, et à la création d'emplois).

Je voudrais insister, dans le cadre du cadre d'action que met en place la francophonie, de l'importance de récolter et diffuser les exemples de bonnes pratiques qui montrent que le CSP, la RSE sont bénéfiques, économiquement parlant.

Le plan de travail dans le cadre du processus de Marrakech

Je tenais à vous mentionner quelques uns des projets que nous mettons en œuvre pour vous montrer que nous agissons, car le Sommet de Johannesburg était un appel, non pas aux réunions, mais un appel à l'action... C'est pour cela que nous souhaitons soutenir l'action menée par la Francophonie, qui réfléchit, convie des réunions, comme celle qui nous rassemble aujourd'hui, pour définir des cadres d'action dans lesquels elle s'implique.

Nous savons que la consommation et la production durables constituent un très vaste sujet. En principe, on pourrait traiter de presque tout... il n'y a pas beaucoup de domaines qui n'en fassent pas partie! Cela signifie que l'on pourrait parfaitement continuer éternellement à discuter de toutes sortes de choses ... nous pourrions parler de toutes sortes d'industries, de

toutes sortes de groupes cibles, de toutes sortes de problèmes. Perspective peut-être séduisante d'un point de vue intellectuel, mais peu mobilisatrice et source de changements.

Dans le cadre du processus de Marrakech, en l'espace de deux ans, nous avons fait beaucoup, nous avons identifié les priorités, mais nous sommes convaincus que nous sommes tous parfaitement conscient de ce qui doit être fait. Il s'agit maintenant d'en manifester la volonté et de s'en donner les moyens et de s'engager dans l'action. La réunion du Costa Rica a donc marqué le point de départ de mise en place de programmes concrets et de concentration de notre action par secteur.

Le PNUE a choisi de s'intéresser plus particulièrement à certains thèmes tandis que des pays ont choisi de prendre à leur charge l'animation de groupes de travail internationaux sur des thèmes précis et de mettre, dans ce cadre, en œuvre des projets pilotes afin de montrer que la consommation et la production durables, ça marche. Quand je dis, ça marche, c'est qu'il s'agit de montrer que c'est bon pour l'environnement, bon pour le social mais également bon pour l'économie. Parmi ces groupes de travail internationaux que des pays lancent en ce moment, je citerai :

- la Suède sur les styles de vie durable
- la Suisse anime un groupe sur les achats écoresponsables
- le Royaume-Uni anime un groupe sur les produits internationaux,
- l'Allemagne a souhaité, elle s'impliquer sur les questions spécifiques de coopération avec l'Afrique, et de transferts de technologies, de savoir-faire
- la Finlande a décidé, quant à elle, de s'impliquer plus particulièrement sur la question de la construction durable.

Conclusion

J'ai noté avec intérêt l'accent placé sur la formation dans le cadre d'action que vous avez établi dans le cadre de cette réflexion sur la responsabilité sociale et environnementale et la normalisation ; le renforcement des capacités est en effet une dimension essentielle. Je souhaitais attirer votre attention sur les différents outils qui ont été élaborés par d'autres institutions et notamment par le PNUE et qui pourraient directement vous être utiles.

- D'une part, en direction des PME, une initiative qui est celle du « calendrier de l'entrepreneur efficace », qui part du principe que « vous ne pouvez pas gérer ce que vous ne mesurez pas » et qui, chaque mois, vise à aider un patron de PME, un artisan à évaluer son action dans différents domaines : eau, énergie, déchets etc.
- D'autre part, sur la responsabilité sociale et environnementale, nous avons édité dans le cadre du Global Compact, il y a peu un manuel de formation en deux parties, l'un à l'attention des formateurs, l'autre à celui des participants, composé de textes, mais aussi de présentation powerpoint facilement utilisables.

Je souhaite aussi vous rappeler que la Commission du développement durable entame un cycle de 2 ans sur le développement industriel. C'est particulièrement important pour nous, car, nous engageons avec les différents secteurs industriels un processus de revue des engagements pris lors du Sommet de Johannesburg. Nous organiserons également des manifestations liées à la consommation et à la production durable. Dans le cadre de son action dans ces deux domaines, il s'agit peut-être également d'une bonne occasion pour la Francophonie d'inscrire son action dans un cadre de réflexion important au niveau mondial pour la construction du développement durable.